

## **Loi d'impôt (LI)**

Modification du 27 septembre 2023 (deuxième lecture)

*Le Parlement de la République et Canton du Jura*

*arrête :*

### **I.**

La loi d'impôt (LI) du 26 mai 1988<sup>1</sup> est modifiée comme il suit :

#### **Article 18, alinéa 9 (nouveau)**

<sup>9</sup> L'alinéa 4 ne s'applique aux apports et aux agios qui sont versés pendant la durée d'une marge de fluctuation du capital au sens des articles 653 et suivants du Code des obligations<sup>2</sup> que dans la mesure où ils dépassent les remboursements de réserves dans le cadre de ladite marge de fluctuation du capital.

#### **Article 86, alinéas 1bis et 3bis (nouveaux)**

<sup>1bis</sup> Si les comptes annuels sont établis dans une monnaie étrangère, le bénéfice net imposable doit être converti en francs. Le taux de change moyen (vente) de la période fiscale est déterminant.

(...)

<sup>3bis</sup> Si les comptes annuels sont établis dans une monnaie étrangère, le capital propre imposable doit être converti en francs suisses. Le taux de change (vente) à la fin de la période fiscale est déterminant.

#### **Article 123, alinéa 2 (nouvelle teneur)**

<sup>2</sup> Dans les cas prévus à l'article 122, alinéa 1, lettre b, l'impôt à la source est perçu sur les recettes brutes, déduction faite des frais d'acquisition, au taux de :

a) 8,30 % pour des recettes journalières jusqu'à 200 francs\*;

- b) 12,45 % pour des recettes journalières de 201 francs\* à 1 000 francs\*;
- c) 16,60 % pour des recettes journalières de 1 001\* francs à 3 000 francs\*;
- d) 20,75 % pour des recettes journalières supérieures à 3 000 francs\*.

**Article 145, alinéa 1, lettre g** (nouvelle)

**Art. 145** <sup>1</sup> Pour chaque période fiscale, une attestation est remise aux autorités fiscales par :

(...)

- g) les caisses d'assurance chômage, sur les prestations servies à leurs assurés.

**Article 148, alinéas 2, première phrase** (nouvelle teneur), **et 2bis** (nouveau)

<sup>2</sup> La déclaration d'impôt déposée sous forme papier doit porter les deux signatures. (...).

<sup>2bis</sup> En cas de dépôt de la déclaration d'impôt sous forme électronique, la représentation contractuelle entre époux est présumée.

**Article 154, alinéa 1, deuxième phrase** (nouvelle)

**Art. 154** <sup>1</sup> (...).En cas de dépôt par voie électronique, une confirmation électronique des données déclarées par le contribuable équivaut à une signature manuscrite de la déclaration d'impôt.

**Article 180a** (nouvelle teneur)

**Art. 180a** Le contribuable peut effectuer des paiements volontaires jusqu'au décompte final ou jusqu'à l'échéance.

**Article 190** (nouvelle teneur)

**Art. 190** <sup>1</sup> L'impôt sur le gain immobilier ainsi que l'impôt sur le revenu ou le bénéfice des commerçants en immeubles dans la mesure où il porte sur l'immeuble concerné sont garantis par une hypothèque légale, conformément à l'article 88 de la loi d'introduction du Code civil suisse<sup>3)</sup>.

<sup>2</sup> L'article 190a est réservé.

**Article 190a (nouveau)**

Consignation

**Art. 190a** <sup>1</sup> En cas d'aliénation d'un immeuble donnant lieu à perception d'un impôt sur le revenu ou sur le bénéfice ou d'un impôt sur le gain immobilier, les parties ont l'obligation, sauf exception, de consigner 7 % du produit de l'aliénation auprès d'un officier public.

<sup>2</sup> Le montant consigné au sens de l'alinéa 1 ainsi que d'éventuels compléments peuvent faire l'objet d'un paiement volontaire conformément à l'article 180a.

<sup>3</sup> En cas d'infraction à la présente disposition, l'article 198 s'applique par analogie.

<sup>4</sup> La consignation prévue à l'alinéa 1 a pour effet d'éteindre le droit à l'inscription au registre foncier de l'hypothèque légale prévue à l'article 190, alinéa 1.

<sup>5</sup> Les aliénations effectuées en application des dispositions de la loi fédérale du 11 avril 1889 sur la poursuite pour dettes et la faillite<sup>4)</sup> ne sont pas soumises à la consignation. Dans ces cas, l'impôt sur le revenu ou sur le bénéfice ou l'impôt sur le gain immobilier est, le cas échéant, garanti par une hypothèque légale, conformément à l'article 190.

**II.**

<sup>1</sup> La présente modification est soumise au référendum facultatif.

<sup>2</sup> Le Gouvernement fixe l'entrée en vigueur de la présente modification.

La présidente :  
Amélie Brahier

Le secrétaire général :  
Fabien Kohler

<sup>1</sup>) RSJU 641.11

<sup>2</sup>) RS 220

<sup>3</sup>) RSJU 211.1

<sup>4</sup>) RS 281.1

